



Démocratie&Spiritualité
4-6, Place de Valois
75001 – PARIS

Tél./Fax :01 42 96 18 60

e.mail :info@democratie-spiritualite.org

Site : www.democratie-spiritualite.org

Lettre n°69 du 3 juillet 2008

L'Agenda

A Cluny

- du 29 au 31 août : université d'été. « *Nos spiritualités en résonance avec celle des autres ?* »

(Vu que le nombre de place est limité, il est important de s'inscrire au plus tôt avec la fiche en fin de lettre)

Nouvelles de l'association

Le chantier : Citoyenneté Diversité Laïcité

(Jean Claude Sommaire)

1. La problématique générale

Les émeutes survenues en France à l'automne 2005, du fait de leur durée, du nombre de quartiers concernés, de l'ampleur des dégâts causés, et de l'origine majoritairement maghrébine et africaine sub-saharienne de leurs auteurs ont constitué, pour notre pays, un événement social et politique d'une portée considérable. Elles ont révélé, comme celles de Villiers le Bel plus récentes l'ont confirmé, qu'il y a aujourd'hui, dans notre pays, une fracture urbaine qui n'est plus seulement une fracture sociale mais aussi, de plus en plus, une fracture ethnique, culturelle et religieuse qui témoigne, à l'évidence, d'une difficulté de notre « modèle républicain d'intégration » à tenir ses promesses à l'égard de nos jeunes concitoyens issus de notre ancienne immigration coloniale.

Les animateurs du présent chantier ne souhaitent pas remettre en cause les principes fondamentaux de notre pacte républicain mais ils invitent fermement à explorer, avec pragmatisme et sans tabous, des voies nouvelles adaptées aux réalités d'aujourd'hui, pour que la mise en œuvre, sur le terrain, de ces grands principes puisse réellement continuer à faire sens pour tous. Pour cela ils souhaitent promouvoir une « éthique de la discussion » de façon à pouvoir débattre sereinement des « questions qui fâchent » en s'affranchissant du « politiquement correct » qui, trop souvent, sur ces questions, fait obstacle au développement de réflexions réellement novatrices.

En effet le défi sans précédent auquel nous sommes confrontés, et qui nous a été révélé au grand jour par ces événements, est d'avoir désormais à faire société avec les descendants de nos anciens colonisés installés dans notre pays et à poursuivre, avec eux, la construction d'une société démocratique appelée, inexorablement, à devenir de plus en plus diverse et métissée dans un contexte de difficile maîtrise des flux migratoires appelé à perdurer.

Dans ce contexte, notre « communauté nationale », et les diverses « communautés de vie » qui existent dans nos zones urbaines, doivent être maintenant appréhendées comme des communautés hétérogènes, mixtes et diversifiées. Cela implique de faire définitivement le deuil d'une société « républicaine » normalisée qui, si elle devait continuer à méconnaître les différences sous prétexte d'égalité, ne finirait plus par laisser subsister que des collections d'individus sans appartenance et des groupes ethniques isolés exaltant leurs différences.

2. Les objectifs poursuivis

Dans une société devenue plus diverse, la République, complètement libérée de l'emprise historique que l'Eglise catholique prétendait exercer sur elle, n'a plus vocation aujourd'hui, au nom d'une conception obsolète de la laïcité, à lutter contre les affirmations identitaires des individus pour les intégrer. Au contraire, elle doit maintenant s'efforcer de créer les conditions les plus favorables pour que chaque personne, ou chaque groupe, puisse accéder, avec ses particularités, à une pleine participation à l'exercice de la citoyenneté dans le respect des droits humains fondamentaux.

C'est donc la « reconnaissance », sans arrières pensées, de cette réalité contemporaine de la diversité qui doit devenir le moyen privilégié de l'intégration des différences en permettant notamment aux diverses « communautés » présentes dans notre pays de participer au développement social commun sans avoir à subir les contraintes et les dommages d'une régression communautariste. Il faut ainsi éviter que les jeunes générations issues de l'immigration la plus récente, au lieu de devenir des « français à part entière » comme ce fut le cas pour les migrations plus anciennes, ne deviennent des « français entièrement à part » assignés à résidence dans des quartiers ghettoïsés. Une telle situation, si elle devait perdurer, pourrait nourrir ce qu' Amin Maalouf appelle des « identités meurtrières » lesquelles se construisent et se développent en recherchant l'affirmation de soi par la négation des autres.

A cet effet notre pays doit pleinement renoncer à sa tradition assimilationniste et mieux prendre en compte des appartenances ethniques, culturelles et religieuses qui ne s'opposent pas, bien au contraire le plus souvent, à une commune appartenance nationale comme le montre l'exemple

américain. Il faut faire en sorte que l'immigration qui, hier, enrichissait et confortait notre identité nationale ne contribue pas, demain, à la fragiliser.

Le déficit de reconnaissance culturelle, comme l'analyse très bien Charles Taylor, théoricien des « communautariens » québécois, peut faire autant de dégâts dans une population que le déficit de reconnaissance économique et sociale. C'est en raison d'une mauvaise transmission d'une partie de leurs racines culturelles et familiales, liée au contexte d'une société française insuffisamment ouverte à l'altérité, que certains jeunes d'origine maghrébine s'enferment aujourd'hui dans une « communauté musulmane » hostile à la communauté nationale à laquelle ils appartiennent cependant juridiquement.

La France est devenue une société plus diverse et plus métissée, c'est une réalité dont on peut se réjouir ou s'inquiéter mais qu'il faut prendre en compte. Notre identité collective ne sera pas, dans le futur, ce qu'elle a été dans le passé et il faut qu'on en accepte la perspective mais en accompagnant, à tous les niveaux, les changements que cela implique.

La problématique de la « reconnaissance » de l'autre, développée par le chantier « Démocratie valeur spirituelle », à partir notamment des travaux du philosophe allemand Axel Honeth, est donc l'un des axes forts d'inspiration du chantier « citoyenneté, laïcité, diversité ».

3. L'organisation mise en place

- La constitution d'une équipe et d'un réseau.

- Environ 35 personnes suivent maintenant les travaux du chantier : des militants implantés dans des quartiers « sensibles » (Région parisienne et Grenoble), des spécialistes issus de l'administration, des travailleurs sociaux impliqués dans des actions de développement social, des élus locaux

- Trois principes d'action

- Partir des réalités concrètes de terrain dont certains membres du chantier ont l'expérience : La Villeneuve de Grenoble, Marnes la Vallée, Sarcelles, Mantes la Jolie

- Débattre des questions « qui fâchent » et qui sont trop souvent occultées : questions identitaires, communautaires, religieuses, discriminatoires.....

- Valoriser les expériences existantes, encourager la mise en œuvre de « pactes civiques locaux », développer une pédagogie de l'action en lien avec les politiques locaux et les populations concernées

- Une méthode de travail

- Des visites de terrain, (La Villeneuve, La Maison de l'Artisanat du Val Fourré, Marne la vallée)

- Quelques grandes réunions thématiques (Les pratiques communautaires nord américaines...)

- Des lectures de rapports et d'ouvrages, la participation à des colloques et la prise d'un certain nombre de contacts avec des personnes ressources et des partenaires potentiels

4. Les thèmes actuellement retenus

Dans le cadre de la conception et de la mise en œuvre d'expériences significatives locales, susceptibles, notamment, de déboucher sur la construction de pactes civiques locaux sept points nous semblent devoir prioritairement retenir l'attention.

- Promouvoir une réelle participation des habitants

Il s'agit d'un préalable car il ne peut y avoir aucune perspective de réussite d'une expérience locale sans un dialogue approfondi avec les habitants.

Il faut essayer de sortir du dilemme entre la réalité de l'individualisme contemporain destructeur du lien social et des substituts communautaires trop abstraits qui, en n'étant que d'ordre juridique, administratif et technique, ignorent les réalités humaines. Par exemple, l'injonction participative, trop souvent mise en œuvre sans un accompagnement suffisant des populations concernées, conduit, sur le terrain, à des désillusions démobilisatrices.

Par une utilisation intelligente du lien communautaire, les travailleurs sociaux peuvent contribuer à la construction d'une ingénierie visant à restaurer de la confiance au sein des populations en difficulté mais ils doivent être formés à la prise en compte de la réalité des identités ethniques, culturelles et religieuses des populations. Il ne faut d'ailleurs pas avoir dans ce domaine une vision naïve et simpliste des problématiques car il y a diverses formes de communautés, des plus archaïques aux plus modernes et celles-ci, bien évidemment, évoluent en situation de migration. Il y a des « progressions communautaires » (la réussite économique des communautés asiatiques ou celle, plus discrète, des portugais) mais il y a aussi des « régressions communautaires » (le développement de la polygamie chez les communautés africaines sahéniennes).

Peut-être faudrait-il créer, au niveau des quartiers, des instances spécifiques de dialogue et d'échanges (comités de sages, groupes de femmes, etc.) L'organisation de débats fondés sur la confiance et excluant toute violence ou manipulation devrait y être le fruit d'engagements réciproques entre habitants et élus locaux.

- Combattre les discriminations ethniques

La lutte contre les discriminations raciales a tardé à s'imposer en France et elle est encore trop souvent invoquée, sur un mode proclamatoire, sans qu'aient été mis en œuvre un certain nombre d'instruments, comme la constitution de statistiques ethniques, qui permettraient réellement de mesurer les résultats des politiques menées.

Par ailleurs, au-delà des discriminations directes, que l'on peut identifier relativement facilement et contre lesquelles on commence à disposer de moyens de lutte il ne faut toutefois pas oublier qu'il existe aussi des discriminations indirectes dont la persistance témoigne de la difficulté de la société française à reconnaître qu'elle devient de plus en plus diverse.

Être français aujourd'hui ce n'est plus uniquement être blanc, de souche catho/laïque, ce peut, aussi, et de plus en plus, être arabe et de religion ou de culture musulmane, être noir et, éventuellement, protestant évangéliste, être asiatique et bouddhiste, etc.

Or ces discriminations indirectes peuvent être combattues efficacement au niveau local en faisant entrer la diversité dans les conseils municipaux et dans les associations mais cela demande la mise en oeuvre de démarches volontaristes au niveau d'un certain nombre de responsables.

- Développer une culture de la médiation et des accommodements raisonnables

La médiation peut être conçue de deux façons complémentaires

Comme une pratique permettant, dans le cadre de conflits d'intérêt, de favoriser des solutions acceptables pour les parties en cause

Comme une culture permettant de développer une pédagogie de la « non violence » pour la résolution des conflits en cherchant à construire des « accommodements raisonnables » comme cela s'est développé au Canada.

C'est sans doute l'association de ces deux approches qui devrait être développée dans les quartiers sensibles pour favoriser un « vivre ensemble dans la diversité ».

- Former les professionnels du secteur social à des démarches plus communautaires

Le travail social communautaire, peu développé en France, mais mieux connu dans le monde anglo-saxon, en Amérique du sud, et dans des pays émergents, considère que le fait communautaire peut nourrir une certaine capacité collective d'initiatives socialement utiles. Il vise à renforcer le capital social des groupes et, par cela même, celui de chacun de leurs membres qui sont alors moins isolés et plus solidaires entre eux pour accéder au logement, à l'emploi et, globalement, à une qualité de vie plus enrichissante.

Dans les quartiers en difficulté, le travail social communautaire devrait compléter le travail social individuel classique qui, trop souvent, enferme les individus les plus faibles dans des logiques d'assistanat qui les laissent démunis face aux multiples difficultés qui les submergent. Elus locaux, décideurs de terrain et nombre d'acteurs sociaux, souvent découragés, pourraient ainsi reprendre confiance dans les politiques publiques et mieux contrer les dérives communautaristes dans lesquelles tendent à sombrer les individus et les groupes les plus en difficulté.

Le concept d'« empowerment », employé depuis des décennies aux Etats-Unis, qui sous-tend un rôle actif des populations dans les processus d'action collective au niveau local, devrait nourrir les démarches de développement social local. Un travail social et éducatif, plus collectif et plus spécifique, devrait être engagé avec les communautés ethniques et culturelles issues des immigrations maghrébines et africaines sub-sahariennes. Citoyenneté républicaine et appartenances communautaires ne sont pas contradictoires et devraient cesser de s'ignorer. Dans les zones de relégation, c'est quand la République méconnaît la singularité des réalités ethniques et culturelles que le communautarisme se développe.

En décembre 2006 un certain nombre d'acteurs sociaux ont lancé un « appel à réflexion » sur cette problématique qui devrait déboucher, en 2010, sur un colloque actuellement préparé par un séminaire qui se réunit régulièrement au CEDIAS depuis plusieurs mois. Les animateurs de cette démarche souhaitent qu'elle soit relayée au plan local par des débats décentralisés.

- Débattre, au plan local, des questions spirituelles et religieuses

Dans ce cadre d'une réflexion sans tabou, force est de constater que, du fait de son arrivée tardive sur notre territoire, l'islam se trouve aujourd'hui discriminé par l'application des dispositions de la loi de 1905 relatives aux lieux de culte. En effet, seuls, ceux construits avant la promulgation de cette loi, majoritairement utilisés par l'église catholique, sont la propriété des collectivités publiques qui en assurent l'entretien.

Cependant pour aider un islam qui ne devrait pas l'être, de plus en plus de collectivités locales financent aujourd'hui des espaces culturels abritant des lieux culturels. Ces pratiques plaident en faveur d'une actualisation de la loi de 1905 de façon à permettre aux collectivités locales de financer officiellement de nouveaux lieux de culte, comme elles peuvent le faire pour d'autres équipements collectifs, sans avoir recours à des procédures détournées.

D'une façon générale, vouloir appréhender aujourd'hui la question de l'islam, ou celle des églises évangélistes, fréquentées majoritairement par des populations d'origine africaine, avec les seuls outils intellectuels de la laïcité forgés dans les années anciennes de lutte contre une église catholique dominatrice, ne peut que laisser interrogatif.

Ces questions qui ne sont pas faciles gagneraient aussi à être mieux débattues et concertées au plan local car le développement de la construction de nouvelles mosquées, dans le contexte d'un effacement des religions traditionnelles, demeure encore source d'inquiétudes pour nombre de nos concitoyens.

- Organiser une réflexion locale sur l'école et la diversité

Depuis un certain nombre d'années, l'école publique est devenue le lieu de beaucoup de tensions dans les zones où résident des populations en grande difficulté sociale issues de l'immigration. Le niveau actuel de violence dans certains établissements, les phénomènes de désaffiliation scolaire, les entrées précoces dans la délinquance, sont des signes de déstabilisation de notre société infiniment plus inquiétants que le foulard islamique qui a trop facilement polarisé l'attention ces dernières années.

Dans ces quartiers, l'école, outre ces missions traditionnelles de transmission des savoirs, devrait être un lieu privilégié d'apprentissage des règles nécessaires au vivre ensemble à partir d'une « reconnaissance » raisonnable des différences ethniques et culturelles. Afin de lutter contre l'échec scolaire et les phénomènes de désocialisation qui menacent gravement l'avenir de nombreux jeunes issus de l'immigration l'école devrait s'adapter, dans ses programmes, dans sa pédagogie et dans ses modes d'organisation et règles de fonctionnement aux caractéristiques des publics accueillis.

Dans cette perspective il serait souhaitable de promouvoir, au sein de l'enseignement public, des expérimentations hardies et sans tabous en ayant, par exemple, une approche moins dogmatique des questions de mixité, en faisant preuve d'ouverture vis à vis de certaines demandes liées à l'islam, en organisant un enseignement de l'histoire de l'esclavage, de la colonisation, de l'immigration, du développement etc.

A cet effet des expériences extrêmement intéressantes ont été menées au plan local, comme, par exemple au lycée professionnel Lavoisier à Roubaix, qui mériteraient d'être développées ailleurs.

- Développer des activités économiques à partir des réseaux communautaires

Un certain nombre de communautés ethnico culturelles développent des solidarités fortes entre leurs membres : réseaux d'employeurs, lieux de rencontre conviviaux, activités pour les jeunes.

Il serait souhaitable de s'interroger sur les apports positifs de ces réseaux communautaires et de savoir pourquoi ils fonctionnent bien pour certaines communautés et moins pour d'autres.

A noter l'expérience très intéressante de « La maison de l'artisanat du Val Fourré » à Mantes la Jolie qui, en valorisant les compétences artisanales traditionnelles des populations issues de l'immigration maghrébine et africaine sub-saharienne permet à des pères de retrouver estime et dignité aux yeux de leurs enfants.

Cette expérience, manifestement isolée, ne devrait elle pas être multipliée dans d'autres lieux ?

5. **Les propositions d'action pour les groupes locaux La Vie Nouvelle et Poursuivre**

A partir de leur expérience et des réseaux dans lesquels ils sont intégrés ils pourraient participer au développement de ce chantier :

- Repérage d'expériences territoriales intéressantes
- Mobilisation de compétences et de personnes ressources
- Approche de partenaires intéressés, notamment politiques
- Montage de chantiers décentralisés en province

Contribution du groupe « démocratie valeur spirituelle » à la réflexion de l'université d'été

« Quelle est cette spiritualité que nous entendons proposer à travers le Pacte Civique comme dimension de la démocratie ?

Quelle spiritualité pour la démocratie ?

Quel projet pour notre association ? »

Si notre Université d'été doit bien partir directement de notre expérience spirituelle personnelle, elle doit aussi, dans un deuxième temps, (le dimanche) contribuer à la dynamique collective de notre association, en apportant des infléchissements éventuels à nos réflexions antérieures... et, pourquoi pas ?, des réponses aux questions ci-dessus ou encore des précisions sur les mots que nous utilisons souvent de façon fort disparate...

Le présent texte, travaillé par le groupe « démocratie valeur spirituelle », reprend le travail qui a déjà été fait lors de l'écriture de la Charte, puis à l'intérieur de l'association, notamment depuis Saint-Denis, avec les contributions de Jean-Baptiste de Foucauld qui ont, elles mêmes, été reprises par plusieurs d'entre nous (Patrick Boulte, Bernard Guibert, Bernard Gauthier, Patrice Sauvage... entre autres !). Il vise à faciliter le travail de regroupement et de « mise en perspective » qui devra sortir de notre université d'été.

Où en sommes-nous à D&S sur la spiritualité ? Où en sont nos points d'accord et nos interrogations ?

1. **Nous distinguons la spiritualité de la religion.** Qu'est-ce à dire ? La spiritualité est une démarche des personnes, intérieure, mais aussi engagée dans la société. Dans le contexte actuel, la spiritualité demande la libre adhésion des individus, participe à leur développement personnel, de façon toujours provisoire, et sans que s'impose de l'extérieur aucune norme.

Les religions, en général, génèrent des démarches spirituelles diverses. Il peut exister des pratiques ou des croyances religieuses sans spiritualité. Il y a aussi des démarches spirituelles sans référence religieuse.

Dans le cadre du pacte, nous présentons notre association comme un regroupement de personnes se référant à des spiritualités diverses, tout en considérant **la « démarche » spirituelle comme une énergie nécessaire à notre société et comme une tâche à soutenir** .

2. La charte définit « le spirituel comme **ce qui fait appel à l'intériorité de l'homme**, lui fait refuser l'inhumain, l'invite à s'accomplir dans une recherche de transcendance et à donner du sens à son action, le met à l'écoute des autres et le porte à donner, échanger, recevoir ». Dans la diversité de leurs parcours et de leurs références spirituelles, les membres de D&S partagent sans doute une même exigence éthique (à distinguer des systèmes de normes morales), ainsi qu'un rapport personnel à un « sens » ou à une « transcendance » :
 - Le « refus de l'inhumain » a des significations fort différentes selon les personnes ; il renvoie inévitablement à une définition de l'humain (et donc à une anthropologie ou à un humanisme) qui varie selon les cultures : pour les uns, ce sera le refus de l'avortement, pour les autres, le refus de la misère, de l'exploitation et de l'injustice (à la limite, pour certains, le refus de l'homosexualité, pour d'autres le refus de l'homophobie), etc...

Dans le cadre du Pacte civique, le rapport à l'éthique est aisément communicable : avec Lévinas, Mounier ou de grandes figures comme Gandhi, Martin Luther King, l'Abbé Pierre ou Joseph Wresinski, ce que peut être une démarche éthique est compréhensible par tout le monde ! Par contre, la référence à la transcendance est plus compliquée, elle est comprise, par les uns, comme un « surplomb » nécessaire à toute action, par les autres, comme la figuration d'une paternité, corollaire nécessaire de toute fraternité, par d'autres encore, comme intrinsèque à toute existence. Dans notre contexte « désenchanté » où les « grands récits » (sur la Patrie, sur un Avenir meilleur ou sur la Révolution) n'ont plus cours, il semble possible de faire reconnaître

par nos partenaires l'enjeu que représente pour la démocratie le dépassement de l'individualisme qui exige forcément un dépassement de soi...

3. Le texte présenté au colloque de Saint-Denis « La démocratie, valeur spirituelle ? »¹ fait état d'« **une intériorité de masse, souvent en lien avec un engagement associatif et démocratique, qui n'a pas droit de cité dans notre espace public** » et qui est mal repérée dans le jeu politique qui, « **traditionnellement, s'adresse plus à l'homme extérieur** (à ses intérêts, à ses appartenances sociales et professionnelles) **qu'à l'homme intérieur** » (et à sa quête de reconnaissance). « La précarisation de fait de l'existence... oblige chacun à fabriquer son identité à partir d'un sens en élaboration permanente. » Or, l'évolution récente des sciences humaines apporte une lisibilité nouvelle au caractère massif de toutes ces « luttes pour la reconnaissance » où l'individu recherche la « confiance en soi », le « respect de soi » et l'« estime de soi ».

Dans le cadre du Pacte, il conviendrait de montrer le rôle essentiel de la spiritualité dans la construction des identités (si nécessaire à la démocratie), mais aussi, le cas échéant, de manière potentielle, dans les dynamiques sociétales.

4. Les expériences spirituelles sont davantage lisibles quand elles sont **vécues dans des situations extrêmes** : dans les camps de la mort (Etty Hillessum), dans les faubourgs de Calcutta (Sœur Térésa) ou face à l'exclusion (Philippe Maillard). Cela nous rend modeste quant à nos propres expériences, mais révèle la possibilité du spirituel dans des situations de grande précarité, de grande déprime ou d'extrême vieillesse...
5. Le spirituel a ses **périls ; les possibilités de dérive sont multiples** : évasion dans l'imaginaire ou l'émotif, dans l'individualisme et l'apolitisme, dans des fonctionnements autoritaires, peu respectueux des libertés individuelles, ou bien dans des idéologies élitistes, totalisantes et sectaires...

Dans le cadre du Pacte, il conviendra de montrer que nous en sommes conscients et que nous sommes vigilants !

6. Pour nous, existe une **forte intrication entre démocratie et spiritualité**... mais il convient de l'explicitier. Certes, la spiritualité (inhérente à l'humain) et la démocratie (qui s'est souvent construite contre les religions) sont des réalités autonomes ! Mais nous pensons que, dans le contexte actuel de crise de société, elles s'appellent l'une l'autre :
 - La démocratie a **besoin** de l'énergie que la spiritualité peut apporter dans notre société à des individus trop souvent déprimés, incertains ou démobilisés à l'égard de tout. Elle a besoin de ce qu'elle porte d'exigence de dépassement de soi ou de transcendance des intérêts particuliers.

¹ Disponible sur le site de l'association : www.democratie-spiritualite.org

- La démocratie **est** aussi, en elle-même, une « force » (ou une « **valeur** ») **spirituelle** dans la mesure où elle ne se réduit pas à un mode d'organisation de la société, ni à un ensemble de procédures de répartition des pouvoirs. Elle est aussi un régime politique qui compose les réalités individuelles pour le meilleur et pour le pire et qui sait utiliser les luttes sociales qui sont aussi des « luttes pour la reconnaissance » des individus et des groupes. C'est un régime qui, pour survivre aux tensions, doit reconnaître à tous et à chacun sa valeur propre. « La démocratie, dit John Dewey, est la croyance en la capacité de l'expérience humaine de générer les buts et méthodes qui permettront à l'expérience ultérieure d'être riche et ordonnée. » « Comme les spiritualités, la démocratie vise à l'accomplissement de la destinée humaine dans le monde réel » (JB de Foucauld).

Corrélativement,

- La spiritualité **a besoin** de la démocratie pour contrecarrer toute tendance à l'hégémonisme, à l'exclusivisme et au sectarisme. La démocratie suscite un brassage qui peut aider à faire reconnaître les injustices et les ségrégations et à repousser tout spiritualisme déconnecté des réalités sociales et économiques.
- La spiritualité peut être aussi porteuse d'authentiques **valeurs démocratiques**, à condition de reconnaître l'égale dignité de tous les hommes, quels que soient leur rang et leur situation sociale, ainsi que l'égale vocation de chacun à répondre aux appels intérieurs et à entrer dans une démarche spirituelle impliquant un véritable engagement. Potentiellement, la spiritualité donne une **liberté** intérieure ; elle fonde une **égalité** de droit à la vie, au respect et à la responsabilité ; elle est source de vraie **fraternité** !

Débat et libres opinions

Une nouvelle manière de faire de la politique

Par Eric Lombard

Chacun a eu son Grenelle : Nicolas Hulot, celui de l'environnement ; Martin Hirsch, celui de l'insertion. Premiers succès pour ces hommes qui incarnent une nouvelle manière de faire de la politique. Leur priorité : faire avancer concrètement des causes qui peinent à être prises en considération par la classe politique traditionnelle, en évitant de rentrer en politique.

Des chemins de traverse

Tout dans leur parcours les oppose, tant les études que la vie professionnelle, mais l'un comme l'autre donnent une inflexion décisive à leur trajectoire entre 30 et 35 ans.

Le CV de Martin Hirsch est moins connu que celui de Nicolas Hulot. Des études brillantes : Normale Sup, puis l'ENA, lui ouvrent la porte du Conseil d'Etat, de la haute administration et des cabinets ministériels, dans la continuité de la tradition familiale d'"*engagement fort pour le service public*" mais dans "*un rapport distancié à la politique*". En entrant comme bénévole à Emmaüs en 1994, il répond à l'appel d'un ami, mais sans doute plus profondément à un besoin d'ouverture à la réalité sociale qu'il n'appréhendait jusque là qu'au travers de rapports.

"Certains entendent toujours la même musique qui émane de leur monde un peu fermé. Moi, j'ai pu entendre les deux sons de cloche. La désespérance des personnes les plus frappées par la

crise sociale. Les interrogations de ceux qui tiennent les manettes, voyagent et sont confrontés à la concurrence internationale. Travailler sur la pauvreté impose de pouvoir se faire entendre des uns comme des autres." Pendant 10 ans, en tant que président d'Emmaüs, il passe presque tous ses week-ends dans les communautés.

Nicolas Hulot n'a pas fait d'études supérieures dignes de ce nom. L'aventure le démange : il commence par gagner sa vie en parcourant le monde avec un appareil photo, fait plusieurs boulots pour la radio et la télé avant de connaître la célébrité avec Ushuaia, le magazine de l'extrême. Ses incessants voyages lui font toucher du doigt la fragilité d'une nature menacée. *"Je ne suis pas né écologiste, je le suis devenu"*. Sa prise de conscience débouche en 1990 sur la création de la fondation Ushuaia, qui deviendra en 1995 la Fondation Nicolas Hulot pour la nature et l'homme, dédiée à l'éducation à l'environnement. *"Il m'aurait paru irresponsable de profiter de la nature sans avoir le sentiment de la spolier à mon tour si j'étais resté les bras croisés."*

Environnement, pauvreté, même combat ?

Leurs causes ne sont pas aussi éloignées l'une de l'autre qu'elles pourraient le paraître, car, comme le souligne Nicolas Hulot, *"aucun des acquis économiques et sociaux ne pourra résister à la crise écologique et que les premiers exposés à ces aléas sont, comme de coutume, les plus démunis"*.

Pour Martin Hirsch, c'est donc la lutte contre la pauvreté. *"La pauvreté est un sujet orphelin, comme il y a en médecine les maladies orphelines. Pourtant les maladies orphelines sont des maladies rares, alors que la pauvreté ne l'est pas assez"*. Saisissant une opportunité offerte en 2004 par le ministre des Solidarités, de la Santé et de la Famille de l'époque de *"faire une opération pour les enfants pauvres"*, il s'investit dans une commission qui va donner naissance au concept de RSA, Revenu de Solidarité Active. *"Riches idées contre la pauvreté"* titre Libé lorsque le rapport est rendu public en 2005, mais le gouvernement Villepin l'enterre. Martin Hirsch s'accroche et trouve une oreille attentive auprès de conseils généraux qui doivent faire face à l'explosion du nombre de RMistes. Avec la petite structure associative qu'il crée alors, l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives, il va préparer le terrain pour l'expérimentation du RSA et vendre le concept aux candidats à la présidentielle de 2007. La tâche n'est pas facile. *"Les candidats pensent que les exclus ne sont pas ceux qui votent et que ceux qui votent veulent des politiques pour eux, pas pour les plus pauvres qu'eux"*.

Il suit alors la même stratégie que Nicolas Hulot, convaincre les candidats de reprendre ses propositions dans leur programme. *"Je disais même que j'étais le « Hulot aux tous petits pieds » !"*

Si la pauvreté est un vieux problème qui peine à être résolu, le réchauffement climatique et la dégradation de la biodiversité sont de nouveaux enjeux dont l'urgence n'est pas encore véritablement reconnue.

Par l'opinion, mais aussi et surtout par les hommes politiques qui fondent toute leur action sur une croissance tous azimuts faisant l'impasse sur les limites imposées par la finitude de la planète.

Pendant que les experts du Comité de Veille Ecologique planchent sur le contenu du pacte écologique, Nicolas Hulot rencontre en tête à tête l'ensemble des leaders politiques pour leur en exposer les enjeux - *"curieusement, ces hommes qui par ailleurs sont nourris d'une somme d'informations et de connaissances, et parfois dotés d'une certaine intelligence, étaient sur ces*

sujets là d'une ignorance crasse" – et le sens de sa démarche. Porté par plus de 700 000 signatures, le pacte obtient l'adhésion des cinq des principaux candidats, qui le signent solennellement le 31 janvier 2007.

La politique à reculons !

Déjà en 2002, Nicolas Hulot avait décliné la proposition de Chirac qui voulait le nommer ministre de l'écologie. S'il annonce alors sa candidature aux présidentielles, c'est uniquement pour faire pression sur les autres candidats déclarés. Il l'a dit depuis : *"Le pire qui pouvait m'arriver, c'était d'être obligé d'aller jusqu'au bout"*. Il se sentait plus à sa place à *"continuer à jouer ce rôle que je crois essentiel de médiateur entre la société civile et politique, entre la communauté scientifique et l'opinion"*.

Même état d'esprit chez Martin Hirsch : *"Je n'ai jamais vraiment été tenté par l'engagement politique. Je me sens mieux à l'interface de plusieurs univers. Et je n'aime pas l'odeur des écuries"*. Et quand c'est l'écurie de droite qui l'appelle, lui dont le cœur est à gauche ? *"Les emmerdes commencent !"* se dit-il quand Nicolas Sarkozy lui demande de rentrer au gouvernement. *"J'étais très, très partagé"*. Et s'il finit par accepter, c'est avec des pincettes, en demandant à bénéficier d'un statut de haut commissaire taillé spécialement pour lui et en exigeant que les réformes soient inscrites dans une lettre de mission. *"L'originalité ne réside pas simplement dans l'appellation (haut commissaire) mais dans le fait que mes attributions sont liées à des réformes à faire"*.

Expérimenter, être concret, s'appuyer sur les gens concernés

Au-delà de la similarité de leurs démarches, on trouve chez Nicolas Hulot et Martin Hirsch de nouvelles attitudes ou façons de faire.

L'expérimentation est un des leitmotivs de Martin Hirsch. *"L'expérimentation en matière sociale est trop peu utilisée en France. Bien des dépenses auraient été évitées, des souffrances épargnées et du temps aurait été gagné en comparant différentes stratégies sociales à petite échelle, pour sélectionner la meilleure avant de la généraliser"*. Il a trop vu de lois inapplicables restées lettre morte. Il est également convaincu *"que les questions pratiques sont aussi essentielles que les lois ou les rapports. Là peut se faire la différence"*. *"J'ai toujours travaillé avec une obsession en tête : il est facile de penser des réformes ou de critiquer le système. En revanche, il est bien plus coton de passer à l'application et de concevoir les transitions entre un mauvais système et le système idéal"*. Pour passer à la pratique, il reçoit l'aide précieuse de Benoît Genuini, qui démissionne de ses fonctions à la tête d'Accenture et apporte avec lui les méthodes de ce grand cabinet de conseil en organisation.

Nicolas Hulot insiste sur le fait d'arriver avec des propositions concrètes, et non pas avec une liste de dysfonctionnements. *"Nous sommes arrivés avec une sorte de plate-forme, donc les politiques ne pouvaient plus nous dire « vous êtes des yaka ». Ca les a obligés à travailler sur ces sujets là, sur lesquels ils n'avaient absolument pas travaillé"*. Et quand il cherche le soutien de l'opinion avec le Défi pour la terre, il demande aux gens de s'engager personnellement sur des gestes quotidiens pour la préservation de l'environnement.

Si la démocratie participative est explicitement l'un des quatre piliers du pacte écologique, elle sous-tend également l'action de Martin Hirsch qui bataille pour que les gens concernés par le

RSA fassent partie des multiples commissions ou instances qui gèrent leur quotidien ou réfléchissent aux moyens de mieux lutter contre la pauvreté.

Rien n'est encore gagné

L'un est finalement rentré en politique, l'autre pas, mais peu leur importait. Ce qui a déterminé leur choix, c'est l'efficacité. Avec la reconnaissance de leurs causes respectives et l'organisation des Grenelle, ils ont de fait gagné la première manche. Mais le succès de la deuxième manche n'est pas acquis. Lobbies, manoeuvres politiques et contraintes budgétaires vont peser sur le processus législatif. Que restera-t-il des propositions issues des Grenelle dans la loi et surtout dans les faits ?

Nicolas Hulot a récemment partagé son inquiétude sur la taxe carbone. "*Le comité opérationnel chargé de cette réforme a été supprimé !*". Le système qu'il défend n'est pourtant pas un impôt de plus, puisqu'il propose d'en reverser le produit de manière uniforme à tous les ménages. "*Cela profitera donc aux plus modestes, puisqu'ils consomment moins d'énergie que les ménages riches. La Colombie-Britannique utilise un tel système. L'écologie peut être la base d'une nouvelle politique de redistribution*". Nicolas Hulot, Martin Hirsch, même combat ?

Cet article, a été publié sur http://www.agoravox.fr/article.php3?id_article=41637 dans le cadre d'une enquête participative sur la pauvreté. Il m'a été inspiré par la conférence de Nicolas Hulot au forum 104 le 29 mai 2008 (Enregistrement à télécharger). La plupart des citations de Martin Hirsch sont extraites de son livre avec Gwenn Rosière et Jean-Michel Helvig, "*La chômarde et le haut commissaire*", chez Oh Editions.

Informations diverses

Programme de l'Université d'été 2008

29, 30 et 31 août à Cluny

Nos spiritualités en résonance avec celle des autres?

L'université d'été se déroulera sur deux jours et demi, du vendredi matin 29 août à 9h au dimanche 31 à 12h 30.

Vendredi : Les expressions individuelles en résonance ?

8H30 - 9H Accueil café

9H00 - 9H30 Méditation dans le jardin de la maison de l'Europe

9H45 - 10H15 Travail d'ouverture de l'université d'été

Jean Baptiste de Foucauld, Marie José Jauze Martine Bergheaud

Place de l'université d'été dans l'historique de D&S

Présentation du déroulement de l'université d'été : un temps en rupture centré sur l'écoute et le partage

10H15 - 10H45 Pause

10H45 - 12H30 Expression des expériences individuelles à partir du questionnaire. Ce questionnaire est un guide qui vise à faire émerger les expériences intérieures tout en évitant la conceptualisation et le récit de vie.

Le travail se fera en groupes de 7 à 8 personnes, chacun s'exprimera à tour de rôle une dizaine de minutes dans une attitude recueillie. Chacun pourra préparer son temps de parole à partir du questionnaire. Le débat est exclu de cette première partie.

12H30 - 14H30 Repas

14H30 - 18H Reprise des travaux dans les mêmes groupes que le matin. Deux parties coupées par une pause :

Première partie : résonances, réactions interpersonnelles : En quoi la parole de l'autre résonne en moi ? En quoi me bouscule-t-elle ? Me touche-t-elle ? M'éclaire-t-elle ?

Deuxième partie : Echanges libres pour extraire des points de convergences et préparer le moment du grand groupe : un témoin de chaque groupe (volontaire ou choisi par le groupe) s'exprimera dans le grand groupe.

18H - 19H Les témoins rapportent au groupe comment cela a résonné dans leur groupe, dans la perspective d'alimenter le travail de réflexion du dimanche matin

20H Dîner autour d'un buffet : soirée festive

Samedi : voyages spirituels

8H30 - 9H15 Marche méditative dans le jardin ou méditation

La journée sera une invitation au voyage empruntant différents parcours spirituels : Franc maçonnerie, Christianisme, Islam, Bouddhisme

Chaque partie de ce voyage comportera deux temps :

Un temps de présentation par l'intervenant en grand groupe

Un temps d'expérimentation en grand groupe sur un des thèmes de la franc maçonnerie, du christianisme, de l'islam, du bouddhisme

9H15 - 10H45 La franc maçonnerie : « la tolérance »

Proposée par Jean Claude Sommaire

10H45 - 11H Pause

11H - 12H 30 Le Christianisme : « La vie à travers la mort »

Proposée par Elena Lasida

12H30 - 14H30 Repas

14H30 - 16H Islam : « la soumission »

Proposée par Zohra Sahli

16H - 16H30 Pause

16H30 - 18H La spiritualité à partir de l'expérience du bouddhisme tibétain
proposé par Eric Vinson

Repas libre

20H45 Veillée indienne animée par Zohra Sahli

Pour cela Zohra vous demande d'apporter toutes sortes de matériaux à coller : tissus, papier plastique, fil, carton, colle, agrafes, ficelles...)

Dimanche : Une Dynamique spirituelle commune ?

8H30 - 9H30 Méditation

9H30 - 12H30 En grand groupe

A partir des réflexions des années antérieures et des échanges de ces deux jours, échanges autour de : « quelle dynamique spirituelle commune ? »

La fiche d'inscription et le règlement (par chèque) sont à envoyer au siège de l'association dès que possible

Démocratie & Spiritualité
4-6 Place de Valois
75001 Paris

Il est important de s'inscrire au plus tôt. Il ne reste plus beaucoup de places ...

La Maison de l'Europe et les Récollets étant complets, les derniers inscrits devront s'occuper de leur hébergement.

Hôtel du commerce hotelducommerce71@orange.fr www.hotelducommerce-cluny.com
8 Place Commerce 71250 Cluny Tél. 03 85 59 03 09

Annulation : En cas d'annulation, seuls les frais d'inscription (30 €) ne seront pas remboursés.

Université d'été 2008 - Cluny, 29, 30, 31 août
Fiche d'inscription

Nom Prénom

Adresse

Téléphone

e-mail

Association

Jour et heure d'arrivée moyen de transport

Jour et heure de départ moyen de transport

Repas (signaler avec une croix votre choix) à payer sur place à votre arrivée

- Petit-déjeuner pour les personnes extérieures à la Maison de l'Europe (5 €)

vendredi	samedi	dimanche
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

- Déjeuner (15 €)

vendredi	samedi	dimanche
<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Frais d'inscription : 30 €

Récapitulatif inscription :

Frais d'inscription 30 €
Frais hébergement _____
TOTAL